



COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUNEL

Arrêté conjoint d'exercice des fonctions de Garde Champêtre

Monsieur Frédéric CARCENAC

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment son article L.522-2,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant l'intervention du Garde Champêtre, principalement en matière de police rurale, sous l'autorité du maire, pour des missions de prévention et de surveillance du bon ordre, de tranquillité, de sécurité et de salubrité publiques,

Arrête :

Article 1 : Monsieur Frédéric CARCENAC, recruté en qualité de Garde Champêtre par la Communauté de Communes du Pays de Lunel, est autorisé à intervenir sur le territoire de l'ensemble des communes membres :

- Boisseron
- Campagne
- Entre-Vignes
- Galargues
- Garrigues
- Lunel
- Lunel-Viel
- Marsillargues
- Saint-Just
- Saturargues
- Saussines
- Saint Nazaire de Pézan
- Saint-Sériès
- Villetelle.

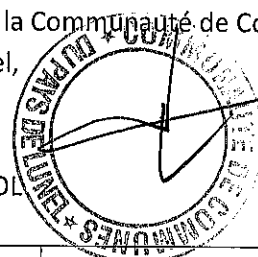
Article 2 : Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel, le Directeur Général des Services, le Préfet de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et inscrit au recueil des actes administratifs.

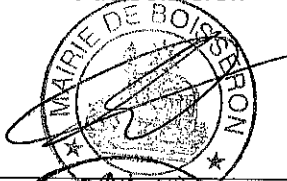

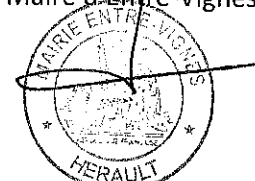

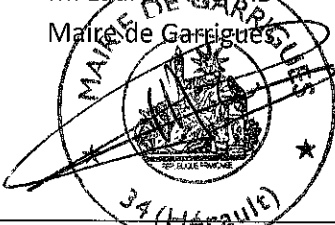

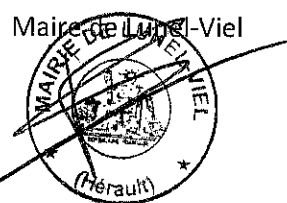


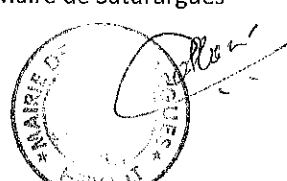




Fait à Lunel, le 8 octobre 2020,

Arrêté n°29-2020	
Transmis en Préfecture le	29/04/2021
Affiché le	
Notifié le	

Le Président de la Communauté de Communes
du Pays de Lunel,
Maire de Lunel,

M. Pierre SOUJOL



<p>M. Loïc FATACCIOLI Maire de Boisseron</p> 	<p>M. Jacques GRAVEGEAL Maire de Campagne</p> 	<p>M. Jean Jacques ESTEBAN Maire d'Entre-Vignes</p> 
<p>M. Denis DEVRIENDT Maire de Galargues</p> 	<p>M. Laurent RICARD Maire de Garrigues</p> 	<p>M. Pierre SOUJOL Maire de Lunel</p> 
<p>M. Fabrice FENOY Maire de Lunel-Viel</p> 	<p>M. Patrice SPEZIALE Maire de Mars-Margues</p> 	<p>M. Hervé DIEULEFES Maire de Saint-Just</p> 
<p>Mme Martine DUBAYLE CABALNO Maire de Saturargues</p> 	<p>Mme Isabelle DE MONTGOLFIER Maire de Sausines</p> 	<p>M. Christophe CALVET Maire de Saint-Nazaire de Pézan</p> 
<p>M. MARCOISELIN Maire de Saint-Sauvès</p> 	<p>M. Jean-Pierre NAVAS Maire de Villetelle</p> 	

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter :

- De sa publication ou notification
- De la décision de rejet prise par l'autorité compétente suite à l'exercice d'un recours administratif préalable
- Du silence gardé par l'administration pendant un délai de 2 mois suite à l'exercice d'un recours administratif préalable. (Articles R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative).

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr